



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 30 AVRIL

N° 208

PRIX : ANTILLES : 2 F
FRANCE : 3 F

Editorial

1er MAI EN GUADELOUPE : DES CORTEGES SÉPARÉS EN DEUX VILLES.

Cette année, en Guadeloupe nous aurons droit à deux défilés séparés dans deux villes différentes. En effet les syndicats d'obédience nationaliste SGEF, SIPAG, UGTG, défilent à Pointe-à-Pitre tandis que la CGT, la FEN, le MASU entre autres défilent à Basse-Terre.

Pourquoi deux défilés alors qu'il s'agit de syndicats et d'organisations politiques qui tous se réclament des travailleurs ?

Il est certain que des défilés unitaires ou plutôt uniques témoigneraient d'une force beaucoup plus grande du camp des masses laborieuses face à celui des patrons et des grands capitalistes.

Mais seules des organisations qui seraient prêtes en toutes circonstances à faire passer les intérêts de l'ensemble du mouvement ouvrier avant leurs intérêts particuliers de boutique pourraient faire un tel raisonnement.

Les grandes organisations syndicales ont pris pour habitude de définir des « mots d'ordres » ou des « thèmes » qu'elles prétendent imposer à tous ceux qui participent au défilé du 1er Mai. La conséquence inévitable de cette position — qui est en particulier celle de la fraction pro-PCG (parti communiste guadeloupéen) au sein de la CGTG, c'est d'écarter ceux qui voudraient affirmer autrement leur conception ou leurs préoccupations concernant la lutte des travailleurs.

C'est ainsi que dans le communiqué de la CGTG appelant à défilé le 1er Mai il n'y a pas un mot pour condamner la politique d'austérité du gouvernement de gauche. Alors soit on défile dans ces conditions avec la CGTG et l'on se fait, (ou l'on passe pour) complice d'une telle politique d'austérité ; soit on défile ailleurs ! Et on est ainsi conduit à l'éparpillement des forces qui se réclament des travailleurs.

On le voit à la base de la division et de l'éparpillement, il y a toujours le manque d'esprit démocratique de la plupart des organisations qui ne conçoivent l'action avec les autres que si les autres rallient leur position !

Quant à nous, nous croyons que chaque action ou manifestation de masse doit nécessairement avoir un tel caractère démocratique dans l'intérêt même des travailleurs. Car seul un tel caractère permet de disposer unitairement des forces de tous les courants d'opinion qui existent dans le peuple parmi les travailleurs.

Il est donc indispensable que toutes les organisations dans de tels cadres puissent s'exprimer totalement et librement sans aucune restriction, autre que de respecter une discipline pratique, ce qui ne devrait pas poser en principe de gros problèmes.

En dehors d'une telle conception, il n'y a place que pour des luttes stériles, des oppositions de boutiques qui ne renforcent en rien les rangs de la population laborieuse et qui n'ont rien à voir avec les luttes d'idées nécessaires pour déterminer la ligne politique juste à chaque moment.

Mais cela ne signifie-t-il pas que les organisations qui pratiquent ce genre d'esprit anti-démocratique ne veulent pas laisser les travailleurs prendre conscience de leur force !

EMIGRATION :

DES VIGILES RACISTES

CONTRE DE JEUNES ANTILLAIS



Pour faire respecter leur dignité, les noirs peuvent répondre du tac au tac aux racistes.

Le mercredi 13 Avril à 6 heures du matin, une dizaine d'Antillais âgés de 17 ans environ, revenaient d'une boîte de nuit.

Arrivés à la station du métro «BONNE NOUVELLE» et au moment où un des jeunes s'appretait à introduire son ticket magnétique dans la machine à billet, il aperçoit 6 vigiles stationnés, dont l'un tenait en laisse un chien policier qui était muselé.

Aussitôt, il avertit ses copains, en créole, qu'il y a des surveillants. Ceci n'a pas plu à l'un des vigiles qui s'est approché du jeune et lui a pulvérisé, sans explication du gaz lacrymogène au visage, pour ainsi lui

montrer qu'il n'avait qu'à se taire. Ne voyant plus rien, le jeune s'est donc assis sur le banc du métro, le temps d'apaiser sa douleur.

Et, au bout de quelques minutes, furieux, il est revenu vers le vigile qui lui avait pulvérisé le gaz au visage, pour lui demander des explications sur son geste odieux.

Pour le vigile et les autres il n'y avait aucune explication à fournir. A ce moment 4 vigiles lui sont tombés dessus, en le frappant de coups de pieds, de poings, de matraques ; tandis qu'un autre démuselait le chien policier et le lançait contre le jeune

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.

Pour la reconstruction de la IVème Internationale.

Le chien accroché à son bras droit ne lâchait pas prise, tandis que les vigiles s'acharnaient sur le Noir. Bien que son bras soit atteint de profondes morsures, ces racistes ne se pas contentés de cela. Ils l'ont traîné dans un local à proximité, ont continué à le tabasser jusqu'au sang et en plus ont fait appel à la police.

Pendant ce temps, les jeunes révoltés ont voulu porter secours à leur copain. Ils ont été dispersés à coups de bombes lacrymogènes et le chien mis à leur trousses.

Ils ont réussi à s'échapper. Arrivée sur les lieux, la police, constatant la gravité des blessures et l'état désastreux du jeune Noir, fut obligée de le conduire d'urgence à l'hôpital.

La mère apprenant la nouvelle le soir même, se présenta aussitôt à l'hôpital. Horrifiée, elle porta plainte. Au moment où nous écrivons, ces racistes courent toujours et font leur sale boulot comme si de rien n'était. Cela prouve qu'ils sont bien protégés par ce gouvernement dit de gauche.

Mais ce n'est pas la première fois que de tels phénomènes se produisent. Périodiquement, des jeunes noirs, arabes ou maghrébins, sont victimes de violences racistes de ce genre, ou encore se font assassiner comme à Marseille par exemple.

A plusieurs reprises, dans la semaine qui a suivi ces violences racistes, des gendarmes ont dispersé les jeunes Noirs qui se regroupent souvent aux Halles, station de métro où ces jeunes ont l'habitude de se retrouver.

Ces gendarmes prétendent qu'il ne faut pas rester en groupe parce que c'est interdit.

Le vrai problème, c'est que les gendarmes, policiers et autres se méfient des attroupements. Cela risque un jour d'être dangereux pour eux, parce qu'il ne pourront plus assurer «l'ordre» comme ils le voudraient.

Effectivement, un groupe de jeunes bien unis et organisés, peut faire face aux racistes.

De toute façon, nous Antillais dans l'émigration, nous avons intérêt à nous préparer dès maintenant à riposter à tous les actes violents et racistes, quels qu'ils soient.

MARTINIQUE

FIN DE LA GREVE DE LA METALLURGIE

Les travailleurs de la métallurgie ont repris le travail mercredi 27 avril après plusieurs semaines de grève. Les patrons ne voulant accorder que des revendications

minimes, les représentants des travailleurs ont refusé de signer. L'ensemble des ouvriers ont donc décidé de reprendre le travail pour ont-ils dit, s'accorder quelque répit et re-

prendre la lutte ultérieurement.

C'est donc la tête haute que tous ont repris le travail avec la ferme volonté de remettre ça.

GUADELOUPE NOUVELLE GREVE A LA CANTINE SCOLAIRE DE GOSIER

Les employés de la cantine de Gosier se sont remis en grève le lundi 25, et au moment où nous écrivons le mouvement continue, touchant environ une centaine de personnes.

Déjà la semaine dernière, il y avait eu une première grève d'avertissement. Pendant une journée une cinquantaine d'employées avaient quitté le travail.

Malgré cela le maire de Gosier a continué à faire la sourde oreille, prétendant qu'il n'avait jamais été mis au courant des revendications des femmes de la cantine.

Cette fois donc, les grévistes ont décidé de faire entendre leur voix plus fortement. Lundi elles ont manifesté dans les rues du bourg avec des pancartes reprenant leurs revendications. Elles sont aussi allées informer les habitants des différentes sections de Gosier dont les enfants sont touchés par la fermeture de la cantine. Et mardi matin elles se sont rassemblées devant la mairie de Gosier pour exiger d'être reçues par le maire.

Les employés de cantine réclament en particulier une classification correspondant

au travail effectué, qu'il leur soit remis un bulletin de paie correspondant aux heures, effectuées réellement et non pas un salaire calculé en fonction des déclarations fantaisistes de la responsable de la cantine, la mensualisation du personnel.

Le maire Hélène, surpris de voir ces femmes aussi déterminées s'est camouflé. D'abord il a prétendu ne pas être au courant des problèmes des employés de cantine, puis il leur a proposé de venir discuter avec lui à son domicile. Puis devant le refus des grévistes face à ses manœuvres, il a prétexté qu'il était prêt à discuter avec une délégation des employés mais sans les représentants du syndicat CGTG, syndicat auquel le personnel de la cantine est affilié. Là non plus les grévistes n'ont pas cédé.

Mardi en fin de journée, les négociations n'avaient toujours pas commencé. Mais les grévistes restaient très décidées.

Elles avaient d'ailleurs été rejointes dans leur mouvement par certains employés de la voirie.

PORTUGAL LE PARTI SOCIALISTE REVIENT AU POUVOIR POUR SERVIR LA BOURGEOISIE

Les résultats des élections des députés qui se sont déroulées lundi 25 avril au Portugal ont confirmé les pronostics des milieux politiques et de la presse internationale.

En effet le Parti Socialiste de Mario Soares revient au pouvoir. Celui-ci a obtenu 36,3 % des suffrages et remporte 99 sièges, tandis que le Parti Social Démocrate, au pouvoir depuis 1980 recule et obtient 72 sièges soit 27 % des suffrages. Le Parti Communiste Portugais arrive en troisième position avec 44 sièges suivi du Centre Démocrate et Social.

Le fait que la bourgeoisie portugaise ait appelé une deuxième fois les socialistes au pouvoir prouve qu'elle en a sérieusement besoin en cette période de crise économique qui ne cesse de s'aggraver et dans laquelle des pays comme le Portugal s'enfoncent de plus en plus. La situation économique du Portugal est désastreuse. Avec 22 % d'inflation en 1982, inflation qui sera selon les prévisions encore plus élevée cette année, une dette extérieure qui se chiffre à 13 milliards de dollars, et un chômage qui n'a cessé de croître depuis plusieurs années, le Portugal fait partie de ces pays capitalistes de seconde

zone incapables de résister à la pression économique de ses autres concurrents européens plus puissants que lui. Et c'est sur le dos des travailleurs que la bourgeoisie va essayer de régler ses problèmes. Et pour ce faire elle a besoin de l'aide des socialistes pour que ceux-ci puissent baillonner les travailleurs. Le Parti Socialiste a déjà prouvé dans le passé qu'il en était capable. Et actuellement il est à nouveau placé pour recommencer. D'ailleurs, n'ayant pas la majorité absolue pour gouverner il a préféré faire des alliances sur sa droite en l'occurrence avec le PSD plutôt qu'avec le Parti Communiste. Cela est un gage supplémentaire à la bourgeoisie.

Après la France, la Grèce, l'Espagne, le Portugal est venu s'ajouter à toute cette série de pays capitalistes ayant un gouvernement "socialiste" à leur tête, gouvernements qui accomplissent fidèlement la mission que leur confie leur bourgeoisie respective, celle qui consiste à museler la classe ouvrière en cette période de crise économique. Ces différents gouvernements exhortent les travailleurs à faire des sacrifices de plus en plus lourds.

USA . NOUS AVONS TRADUIT
CETTE INFORMATION PARUE

DANS LE JOURNAL TROTSKYSTE
«SPARK» PUBLIÉ AUX USA.

MEURTRE RACISTE ET PROCES RACISTE

A Brooklyn, le juge de New York a infligé il y a peu de temps une peine de cinq à quinze ans de prison à Gino Bova, pour le meurtre de Willie Turks, l'été dernier. Turks, un travailleur noir, et deux de ses amis, traversaient en voiture le quartier blanc de Gravesend, quand une foule arrêta leur voiture et les agressa avec des cannes et des roches, tout en hurlant des menaces racistes.

Les amis de Turks purent fuir, mais ce dernier dont l'arme était hors d'atteinte, n'y parvint pas. Il fut entouré et battu à mort par la foule.

Bova a été accusé d'avoir tué Turks en le frappant à la tête avec une canne.

En rendant le jugement, le juge décrit les agresseurs comme «une foule prête à lyncher» et dit que cela «rappelait les pires jours du Sud des États-Unis».

Oui, c'était une foule réunie pour un lynchage, un cas flagrant de violence raciste de masse. Mais si il y a eu du racisme dans la rue, le racisme était aussi présent dans tout le système judiciaire qui s'est occupé du cas.

Premièrement, l'avocat de la défense refusa d'accepter les noirs dans le jury. Cela est à peine surprenant de la part d'un homme de loi défendant un raciste. Mais l'avocat

général, non seulement a accepté ce fait, mais a aussi fait sortir les jurés noirs que par hasard il avait inclus.

A quelle sévérité de jugement contre Bova pouvions nous nous attendre de la part d'un tel tribunal ?

Et le jury, sans même un seul membre noir, décida d'acquitter Bova de la première accusation de meurtre, et de ne retenir que 5 accusations mineures, assassinat au second degré, assaut, émeute et discrimination. L'assassinat au second degré c'est plus que ce dont on peut être accusé pour avoir tué quelqu'un dans un accident de la route.

En fin de compte, le juge, qui a fait de pieuses déclarations contre les lynchages, décida de conserver les cinq accusations ensemble. Ce qui fait que Bova sera libéré sur parole dans cinq ans.

Une sentence plus lourde n'aurait rien résolu en elle même en ce qui concerne la menace de violence raciste. Mais le jugement a clairement montré que la violence raciste est très importante non seulement dans le sud, mais aussi à New-York. Et non seulement dans la rue, mais aussi dans le système judiciaire.

AUGMENTATION DES IMPOTS CE NE SONT PAS LES PLUS GROS QUI PAIENT

Les impôts sur le revenu seront augmentés de 15 % le mois prochain. Cette augmentation est applicable sur le paiement du 2e tiers provisionnel exigible avant le 31 mai. Un emprunt de 10 % sera applicable en juin. Ces augmentations sont lourdes mêmes si elles touchent les salaires les plus élevés tels ceux des fonctionnaires, des employés, des cadres.

Le gouvernement de gauche avait beaucoup parlé des impôts sur les grosses fortunes en laissant croire que la haute bourgeoisie aurait payé mais tout cela n'était que du bluff car l'on sait très bien que les riches ont au contraire reçu de hautes sub-

ventions. Il est plus facile pour le gouvernement de prendre dans le porte monnaie de ceux qu'il paie, tels les fonctionnaires et de toute la petite bourgeoisie intellectuelle et commerçante. Il ne sera pas surprenant que le mécontentement gagné l'ensemble de toute cette couche moyenne. En France déjà on assiste à des manifestations de colère au sein de cette couche (celle des médecins, des paysans...).

Si les travailleurs ne réagissent pas à leur tour contre le plan d'austérité que les grands partis de gauche leur demandent d'accepter, c'est la droite réactionnaire qui risque de tirer profit de ce mécontentement.

FRANCE : MANIFESTATIONS DE MECONTENTEMENT

Toute une série de grèves qui se traduisent par de durs affrontements avec la police se déroulent actuellement en France. Grève dans le secteur hospitalier qui dure déjà depuis plus d'un mois. Les étudiants en médecine refusant la décision du gouvernement d'établir un nouvel examen sélectif à la fin des études se sont mis en grève et leur mouvement a été le détonateur d'un vaste mouvement qui embrasse maintenant les différents personnels de la profession, chacun pour des motifs différents. Il y a aussi les mouvements de colère des paysans de la région du Nord qui ont arrêté des camions de viande d'importation en provenance de certains pays de l'Est via l'Allemagne. Ces paysans ont répandu le contenu de ces camions sur le sol en signe de protestation contre la concurrence "déloyale" dont ils sont les victimes. Tous ces mouvements se dérou-

lent en dehors des grands partis de la gauche traditionnelle, des syndicats, et contre eux. L'opposition elle, n'a pas manqué de sauter dans le train pour essayer de mettre le gouvernement en difficulté. Mais à cette guerre que se livrent la gauche et la droite, l'opposition et la majorité, les intérêts des travailleurs sont complètement étrangers. D'ailleurs toute l'agitation sociale qui est faite en ce moment intéresse les couches petites bourgeoises de la population. La classe ouvrière elle même, éprouve du mal à se débarrasser du piège dans lequel l'ont enfermée les grands partis de gauche et les syndicats. Peut être les travailleurs ne tarderont-ils pas à comprendre que c'est à eux de prendre l'initiative de la lutte contre la politique d'austérité du gouvernement, pour la défense de leur niveau de vie ?

POUR LE GOUVERNEMENT NOUS SOMMES TOUS SUSPECTS !

La loi «sécurité et liberté» dite aussi loi Peyrefitte avait en son temps (février 1971) soulevé un tollé de protestations de la part de toute la gauche. A juste titre puisque cette loi avait pour ambition avouée de renforcer les mesures de répression, sous prétexte de sécurité, contre les citoyens.

A la suite de l'adoption de cette loi on avait vu se renforcer dans le métro parisien, sur la voie publique les contrôles d'identité de toutes sortes. Bien entendu ces contrôles se faisaient principalement à l'encontre de travailleurs immigrés (dont les Antillais). Aux Antilles, l'esprit de la loi l'avait précédée puisque c'est à de véritables quadrillages policiers que s'était livré le gouvernement au moment de l'affaire du GLA.

Les socialistes une fois arrivés au gouvernement ont, comme ils en avaient affirmé l'intention dans l'opposition, entrepris d'abroger cette loi scélérate. Ils leur a fallu presque deux ans pour y arriver, mais la nouvelle mouture vaut bien l'ancienne. Une des dispositions du nouveau projet de loi adopté par le parlement français le 19 avril dit en effet que, dorénavant, la prise d'empreinte, de photographies effectuées à l'occasion d'opérations de vérifications d'identité seront autorisés envers «toute personne à l'égard de laquelle existe un indice faisant présumer

qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction, ou qu'elle a fait l'objet de recherches ordonnées par une autorité judiciaire».

En un mot toute personne jouit de la présomption de culpabilité ! Bien sûr la pratique des contrôles d'identité et des fichages était déjà largement répandue. La gauche a le mérite de légaliser cet arbitraire. . . comme ça elle n'aura plus à le dénoncer.

En ce sens les socialistes français suivent les traces de leur alter ego anglais, les travailleurs qui, il y a quelques années, avaient adopté une loi du même genre. Une loi qui permet à la police anglaise d'interpeller, d'arrêter, de détenir tout individu dès lors qu'elle le soupçonne de vouloir commettre un délit. Le résultat de cette loi les travailleurs anglais et surtout les immigrés antillais ont pu l'apprécier.

Quotidiennement des jeunes sont harcelés par la police sous un prétexte ou sous un autre. Des dizaines de jeunes antillais se sont retrouvés en prison, ont été battus pour avoir simplement flané devant une vitrine.

Cette loi que vient donc d'adopter le gouvernement prétendument de gauche est donc la voie royale par laquelle s'engouffrent les brutalités et l'arbitraire policiers. Noël CANTIUS.

AFRIQUE DU SUD . CONDAMNATIONS ET REPRESSION

Mercredi 20 avril un journaliste noir a été condamné à 2 ans et demi de prison ferme pour avoir été trouvé en possession d'un ouvrage politique interdit : une étude sur le Congrès Panafricain, organisation noire anti-apartheid interdite. Un autre Noir a également été condamné à la même peine, pour le même «crime».

Un ancien pasteur méthodiste et dirigeant jusqu'à son interdiction en 1977 — de l'Institut Chrétien Sud Africain opposé à l'apartheid, lui, a réussi à s'enfuir à l'étranger, après avoir passé plus d'un an en prison et subi de multiples tortures. Accusé de haute trahison pour appartenance au Congrès National Africain (ANC, mouvement anti-apartheid interdit) il avait été arrêté en novembre 81 et maintenu au secret jusqu'au début de 83. Lors de son procès l'accusation produisait un document dans lequel il reconnaissait la plupart des charges portées contre lui. Mais le fait que ce document avait été signé sous la torture était si évident que même le tribunal blanc dut le déclarer irrecevable.

Lors de l'interrogatoire, un policier reconnu même que «la loi nous autorise à interroger un détenu jusqu'à ce qu'il parle», et la police n'a pas hésité non plus à le menacer de s'en prendre à sa famille pour le faire signer.

Libéré sous caution, en attendant que son procès reprenne et craignant avec raison pour sa liberté et même sa vie, l'accusé a préféré s'exiler.

C'est grâce à ces méthodes sans scrupules que la minorité blanche maintient sa domination en Afrique du Sud. La répression quotidienne s'exerce contre quiconque commet la moindre infraction au système de l'apartheid. En 1982, plus de deux cent mille Noirs, sur une population de 15 millions, ont été placés en état d'arrestation simple pour avoir enfreint la législation en matière de laissez-passer (les Noirs sont obligés d'avoir sur eux une sorte de passeport pour pouvoir circuler dans les zones blanches). Autrement dit, toutes les 2 minutes et demi, en 1982, un Noir a été arrêté pour contravention à ces mesures de contrôle.

TRIBUNE LIBRE

SUR LE «TROISIEME AGE»

Nous publions ci dessous un texte qui nous a été envoyé par un lecteur de Basse-Terre. Ce même lecteur nous a expédié en tout trois textes, mais pour cette fois nous ne publions que l'un d'eux.

Il s'agit d'une opinion sur les personnes âgées, problème qui est fort souvent discuté. On a vu se développer — peut être parfois pour des raisons électorales pas tout à fait

altruistes — de nombreux «clubs du troisième âge».

Ceux qui les fréquentent sont en général très contents d'y être.

Le problème des vieillards est cependant plus large que celui de l'organisation de tels clubs.

Laissons la parole à notre lecteur :

FAUT-ILS LES AIDER A MOURIR ?

Depuis quelques années les pouvoirs publics rendent périodiquement hommage aux personnes âgées — à ne pas confondre avec les vieillards, espèce disparue et radiée du vocabulaire, comme chacun sait.

On fait appel à la générosité publique au cours de la Semaine des personnes âgées (Vive la vie, vive la vie, yes !), mais les fonds collectés sont maigres. Mieux vaudrait inciter chaque famille à célébrer ses aïeux, ce serait plus payant. Il y a la fête des mères et la fête des pères, pourquoi n'y aurait-il pas celles des grands-parents ? Cela stimulerait le commerce.

Au fond, les apologistes de la vieillesse n'ont pas bonne conscience, car ils savent que l'allongement de la vie est une des causes de la surpopulation, avec l'excès des naissances et les progrès de la science qui entravent l'action «purgative» de la sélection naturelle.

De quatre milliards actuellement, la population mondiale passera à près de sept milliards en 2.000 (75 % d'augmentation en 20 ans). Dans les pays avancés, plus de 75 % des hommes et 90 % des femmes atteignent l'âge de 60 ans. Plus de 25 % des hommes et 50 % des femmes parviennent à 80 ans, et 33 % des femmes à 85 ans. L'espérance de vie a doublé en deux siècles et avoisine à présent 75 ans.

Les jeunes sont plus vite en état de procréer, tandis que les vieux (pardon, les anciens) gardent leur fécondité plus longtemps et refusent de mourir. Si bien que l'excédent des naissances sur les décès ne cesse de croître.

Des recherches furent entreprises en vue d'enrayer cette prolifération. De jeunes démographes un peu naïfs pensèrent que les gens d'âge accepteraient volontiers d'avancer leur départ pour l'au-delà si on leur octroyait certains avantages : funérailles de première classe, cercueil en chêne massif avec poignées de cuivre, concession à perpétuité, dalle de marbre, etc. Ils furent très étonnés de constater le peu d'attrait de ces prodigalités posthumes.

D'autres chercheurs, plus réalistes, réclamèrent la libération de l'euthanasie : les médecins seraient autorisés à soulager «définitivement» leurs malades âgés de plus de soixante ans et non curables.

Il y eut beaucoup de monde sur les bancs de l'Assemblée nationale le jour où ce projet de loi fut mis en discussion. Quelques parlementaires chevronnés proposèrent l'amendement suivant : «Les médecins sont autorisés à soulager définitivement leurs malades, s'ils jugent en conscience qu'ils sont incurables». Ils comptaient bien que les hommes de l'art se montreraient plus ou moins optimistes selon la position sociale de leur patient. Mais de plus vieux renards

leur firent remarquer que dans les services d'urgence des hôpitaux, ce genre de considération échappe souvent à l'entendement des jeunes internes de garde. C'est ainsi que ce projet de loi fut repoussé à une large majorité...

Alors que la vie s'allonge et que l'homme demeure plus longtemps en pleine possession de ses moyens physiques et intellectuels, est-il raisonnable de l'exclure de la vie active par une retraite anticipée, pour faire place aux jeunes ? Est-ce conforme à l'évolution naturelle ? Ne serait-il pas préférable de

réduire la natalité ? Pourquoi nous priver de l'irremplaçable expérience que nos aînés ont acquise par une longue pratique ?

— R. U. —

COMMENTAIRE DE NOTRE RÉDACTION.

Nous espérons qu'il n'échappera à personnes que R. U. a fait preuve dans son texte d'un certain humour disons... un peu grinçant ! Mais il pose un vrai problème qui est bien typique de la société où nous vivons.

Les «vieux» ne peuvent bien souvent plus donner au travail le même rendement... alors c'est l'élimination de la production, mais aussi de toute activité sociale ! Il est pourtant vrai que beaucoup de travailleurs, (pratiquement la majorité d'entre eux) qui ont une activité peu intéressante, dure, dangereuse, même, aspirent au plus vite à «la retraite».

Et on comprend par exemple que de vieux travailleurs soient heureux de partir à 60 ans à la retraite.

Mais «inactifs» à 55 ou 60 ans ! c'est effectivement une aberration de cette société où l'homme est considéré comme un instrument de production et rien d'autre !

Pourtant dans les couches aisées cultivées et donc privilégiées, les vieux participent à part entière à d'importantes activités, jouent un rôle de premier plan : à preuve, l'âge de la plupart des chefs d'états et ministres dans le monde !

Dans une autre société les activités des êtres humains s'harmoniseront en fonction de leur capacité et de leur âge. Il y aura place pour chacun, personne ne sera en «retraite». Mais personne ne se «tuera» à la tâche non plus. Mais cela suppose qu'il faut d'abord détruire la vieille société d'aujourd'hui !

Pour notre part nous ne refusons évidemment pas le concours des «vieux» à cette tâche.

POUR BENEFCIER DE QUELQUES SOUS LES VIEUX TRAVAILLEURS SONT ACCABLES DE DEMARCHES

Ces jours derniers, certains travailleurs de 60 ans et plus ont voulu faire le nécessaire pour bénéficier de la retraite à 60 ans conformément à la nouvelle loi en vigueur depuis le 1er avril.

Mais du vote des lois à leur application réelle il y a encore toute une marge, surtout dans les colonies que sont en fait les DOM.

Tel est le cas de cette femme de la région des Abymes, qui a plus de 60 ans et qui a commencé à travailler depuis l'âge de 16 ans, comme servante, que la Sécurité Sociale fait monter et descendre lui réclamant les noms et adresses de tous ses employeurs depuis l'âge de 16 ans jusqu'à ces dernières années. A croire que la dite caisse n'a elle même aucun dossier sur les cotisations des employeurs. Non seulement il est demandé à cette femme de fournir cette somme de papiers, mais en plus il lui est réclamé les noms et adresses de tous les employeurs de son mari depuis qu'il avait 16 ans. Le mari étant lui même décédé depuis plus de 7 ans.

Pendant des jours et des jours, cette femme a remué ciel et terre pour retrouver papiers et certificats de toutes sortes pour justifier qu'elle était une vieille travailleuse et qu'elle s'était bien fait exploitée durant plus de 40 ans de sa vie.

Cette femme réunissait ces papiers avec courage et colère en même temps, trouvant bien injuste une société qui a tant de mépris pour les travailleurs. A cette colère, se mêlait aussi une pointe d'humour et à chaque fois qu'elle retrouvait un vieux papier de 1947, 1948 un relevé de la Caisse de Sécurité Sociale, elle riait en disant : "Yo vlé papier, moïn ké ba yo papier, yo ké lasse èvè papier en moïn".

Toutes ces démarches longues et fastidieuses sont demandées en fait pour décourager les travailleurs qui ont droit à une retraite, disait elle, parce que beaucoup ne retrouveront pas des papiers aussi anciens et laisseront tomber.

Peut être ainsi l'état espère garder une partie des maigres indemnités qui devraient être remises à ces vieux travailleurs, exploités férocement pendant toute une vie au bénéfice des capitalistes et des riches.

Cela montre aussi tout simplement le mépris de cette société capitaliste pour la classe ouvrière qui n'est bonne qu'à produire puis réduite à mendier presque pour avoir droit à quelques sous.

GUADELOUPE QUILLERY. ST MAUR FIN DE LA GREVE MAIS LES PROBLEMES DEMEURENT

Les ouvriers de Quillery Saint-Maur ont fait 48 heures de grève de lundi à mardi pour protester contre le refus de la direction de présenter les comptes de l'entreprise. Celle-ci a décidé de licencier plus d'une centaine de travailleurs sous prétexte de difficultés économiques. Les syndicats (CGTG, MASU) avaient demandé l'intervention d'un expert pour éclaircir la situation financière de l'entreprise.

La direction refuse jusqu'ici ce contrôle. Aurait-elle des chiffres à cacher ? Peut être de super bénéfices ?

LES LOCATAIRES DE LA RESIDENCE VIEUX BOURG ABYMES MANIFESTENT LEUR COLERE

Lundi 25, les locataires de la résidence vieux Bourg Abymes ont manifesté devant la mairie des Abymes pour protester contre l'absence d'éclairage autour des immeubles. Depuis deux ans, c'est à dire depuis la livraison des appartements les locataires ont des difficultés pour entrer chez eux le soir. Ils connaissent des problèmes d'inécurité dus à une telle situation. A plusieurs reprises ils ont signalé le problème à la municipalité des Abymes. L'association des locataires a déjà adressé plusieurs lettres et pétitions au maire mais toutes ces protestations sont restées sans réponse.

Devant le silence de la municipalité les locataires ont décidé de réagir plus énergiquement. En manifestant devant la mairie ils ont obligé un responsable municipal à recevoir une délégation. Ce responsable n'a pu prendre de grandes décisions en raison de l'absence du maire. Avec l'accord d'un responsable de l'E.D.F il a fait des promesses.

Les locataires de la résidence Vieux Bourg Abymes ont eu raison de se fâcher. Ce ne sont pas les seuls problèmes qui existent dans toute cette zone de vieux Bourg à Grand Camp. La pollution de la décharge publique par exemple devient intenable et il ne serait pas étonnant qu'une colère plus grande se manifeste un de ces jours.

MARTINIQUE :

ECHOS DE LA GREVE DE LA METALLURGIE

LES PATRONS NEGOCIENT

Les patrons de la métallurgie, chapeautés par Lafosse-Marin, le chef des patrons martiniquais, sont venus en commission paritaire le vendredi 22 Avril.

Cette réunion n'a rien donné, puisque les patrons sont revenus en arrière de leurs propositions du 10 Mars. Aussi, aucun accord n'a été signé.

Pour faire reculer les patrons, nous savons qu'il nous faudra être encore plus déterminés et combatifs.

LES PATRONS LICENCIEURS ABSENTS

A cette réunion, nous avons remarqué l'absence des patrons qui ont affirmé vouloir licencier durant la grève. Le patron de la CMM comme ceux de Sunwind étaient en effet

absents, le vendredi 22 avril.

Nous ne savons pas ce que cette absence cache. Pour notre part, nous ne laisserons pas les patrons s'en prendre à l'emploi de nos camarades sans réagir.

PRISONNIER !

Mais le plus comique de la matinée a été l'arrivée de Vaugelle. Comme il ne savait pas que nous étions au Bassin, il y pénètre sans crainte, le cœur en paix. A peine entré dans le bureau, nous bloquons la porte : après Nicolas, Vaugelle est prisonnier. Lui aussi était mal à l'aise, et peu rassuré de se trouver nez à nez devant nous.

Finalement, ce seront les flics qui les délivreront vers 14 heures.

Cette journée a été bonne pour nous car nous nous sommes rappelés au bon souvenir des patrons.

LES TALENTS CACHES DE CARNIER.

Carnier qui est le président du syndicat des patrons de la métallurgie a eu droit à notre visite le jeudi 14.

En effet, un piquet de débauchage a pénétré dans l'atelier et coupé le courant. Carnier a rejoint les quelques non-grévistes au fond de l'atelier. Il était à peu près 10 heures et demie.

Par la suite, il s'est retranché dans son bureau, et comme il ne tenait pas à s'affronter à nous, il s'est enfui sur la pointe des pieds, en rampant comme une couleuvre sous les barbelés.

Comme quoi, nous grévistes, forçons les patrons à pratiquer des sports qu'ils n'avaient pas idée de faire.

LA VISITE AU BASSIN

Le mardi 19, nous sommes allés une douzaine au bassin de Radoub pour avoir un entretien avec le patron, Nicolas.

En effet, les patrons venaient de refuser une discussion avec nous parce que nous étions toujours en grève. Eh bien nous sommes allés voir l'un d'entre eux, Nicolas.

Lorsque nous avons appris à ce dernier que nous le gardons, il a eu comme excuse que la grève ne le concernait pas et qu'il s'était déjà entendu avec les ouvriers du bassin. Cela était faux, bien entendu, car il n'a pas pu nous donner les points d'accord.

Dans cette situation, il était plus que mal à l'aise de voir les travailleurs venir lui demander des comptes : il tremblait et était rouge comme une tomate !

LES DEBUTS DU 1er MAI EN GUADELOUPE

Au début des années 1890, le 1er mai est célébré un peu partout dans le monde. Le 1er mai est pour les travailleurs du monde l'occasion d'affirmer, et parfois en encourageant la répression brutale voire meurtrière de la police, la vitalité, la force et l'espoir que recèle la classe ouvrière pour l'avenir de l'humanité.

Les travailleurs antillais ne sont pas en reste, dès 1890, en Guadeloupe, le 1er mai est une journée de manifestations et de luttes et ce à l'appel de ceux qui constitueront par la suite le premier parti ouvrier de la Guadeloupe. Voilà ce que l'on peut lire après la manifestation, dans «le peuple», organe socialiste qui paraît à Pointe-à-Pitre et daté du jeudi 1er mai 1890 :

«La fête du travail à la Pointe à Pitre»

«La population ouvrière de la Pointe-à-Pitre a voulu être de la fête et mue par un ressort elle s'est réveillée pour prendre part à côté de ses frères de France et faire, elle aussi constater sa vitalité et son importance».

Dès le matin, certains quartiers de la nouvelle ville où se trouve principalement le centre ouvrier, étaient pavés ; et le soir, une véritable armée de travailleurs parcourait les rues au son de l'hymne national. En diverses reprises la chanson patriotique composée lors de la campagne électorale de notre sympathique ami Réaux * a été bissée. . .

* Politicien républicain.

. . . La manifestation qui a eu lieu ici le 1er Mai est donc un signe des temps. Il faudra désormais ou plutôt, il est désirable. . . qu'ouvriers et travailleurs de toutes sortes, vous vous réunissiez plus souvent, vous vous rassembliez même, dans les conditions prescrites par la loi, enfin vous unir en faisceau, afin de discuter et chercher à obtenir l'objet de nos justes revendications. . .

D'année en année, le mouvement ouvrier s'organisant comme en témoignent les succès croissants du Parti socialiste de Légitimus, le 1er Mai a pris de l'importance et au début des années 1900 il est célébré dans presque toutes les communes à l'appel des différents syndicats.

Le 1er mai 1901 d'après un syndicaliste de l'époque :

«Belle journée qu'était la célébration du 1er mai à la Guadeloupe et plus belle encore elle était pour le socialisme.

Dans toutes les communes de la deuxième circonscription des réunions ont eu lieu et plus particulièrement dans celles où les municipalités conquises sur les réactionnaires sont passées aux socialistes, partout on a affirmé par des bouquets, des meetings et des réjouissances de toutes sortes les droits du travail, des paroles d'espoir sont sorties de tous les cœurs et ont été prononcées avec éclat.

A la Bourse du Travail de Pointe-à-Pitre la réunion organisée par la Fédération des syndicats a eu lieu à neuf heures et demie du matin.

A neuf heures quarante-cinq minutes, cent cinquante (150) personnes environ étaient présentes. Un cortège s'est formé avec drapeau tricolore en tête et s'est rendu à l'Hôtel de ville où le Maire officiellement informé s'est également rendu pour recevoir les délégations ouvrières de la ville. . .

. . . Arrivé devant la ville à dix heures, le cortège qui s'était formé se composait de plus de trois cents personnes (300). . .

Un meeting suivi d'un grand bal clôtura cette fête qui se prolongea jusqu'au lendemain à quatre heures, du milieu de ces manifestations, des chants socialistes : l'Insurgé, le 1er mai, l'internationale, la Marianne alternaient avec le tir du canon et rehaussaient l'éclat de la fête».

Comme le montre la lecture de ces textes il y a bien longtemps que les travailleurs de nos pays, avec les illusions de leur époque certes, ont entrepris de se manifester. Les travailleurs d'aujourd'hui ont pris le relais, mais ils peuvent se débarrasser de toutes illusions et faire que les 1er mais à venir soient complètement les leurs, et non plus uniquement ceux des appareils syndicaux. Des 1er Mai de lutte.

FORT DE FRANCE

LA POLICE

MUNICIPALE

A L'OEUVRE DANS

UN QUARTIER

POPULAIRE

Il y a de cela quelques jours, dans le quartier Trénel, à l'endroit appelé "le haut du canal", s'organisait une opération de "délogement" manu-militari, par une quinzaine de gardiens municipaux aidés dans leur tâche par des agents en civil.

C'est contre la présence d'une communauté de rasta sur un terrain vague appartenant à la municipalité où s'était constitué un "ghetto" de plusieurs cases, à la manière légère, qui rappelle un peu les tentes palestiniennes de la bande de Gaza. Et, hormis leur manière de vivre, ces quelques rastas ne faisaient rien à personne et personne n'avait apparemment rien à leur reprocher dans les environs.

Tout cela n'empêchera pas l'intervention à la manière forte de la horde municipale contre ces huit jeunes gens qui avaient seulement le tort d'avoir choisi une autre manière de vivre.

Cela cache-t-il une volonté de la municipalité d'occuper le terrain, ou encore est-ce la préfiguration d'une chasse aux sorcières contre ces jeunes "à l'accoutrement bizarre" qui on se le rappelle encore, font l'objet de mesure d'interdiction de fréquenter le Parc floral ?

Dans cette affaire, l'un des jeunes rasta appelé "Ras Diffé" par sa communauté, vivait avec sa compagne du produit de petits repas faits par lui, et consommés par ceux de la communauté le visitant. Par ailleurs, Luc Surbon, c'est son nom, s'était installé à deux pas de la maison occupée par sa mère depuis longtemps déjà. C'est dire que l'intervention des flics municipaux trouve là une autre conséquence, qui sera la séparation de Luc de ses parents et proches.

Voilà un acte odieux, commis par une municipalité progressiste, et ses relents de xénophobie ne font que condamner un peu plus ceux qui l'ont entrepris. C'est également là un des signes du changement, où ceux qui détiennent le pouvoir veulent à tout rivaliser avec ceux d'hier contre les minorités, qu'elles soient Rasta, Haïtiennes ou Saint-Luciennes, l'essentiel c'est de plaire et d'entretenir les bas instincts.

Mais dans ces attitudes, la population n'a rien à gagner, car c'est contre elle qu'un de ces jours se retourneront ces hommes de main que l'on commence à éduquer dans la manière de "charger" les foules.

Bien au contraire, elle doit s'opposer à ces actes de vandalisme qui ne font que préfigurer pour des temps futurs, de véritables pogroms, qu'à ce moment il sera plus difficile d'arrêter.

COMMUNIQUE

MARCHE

POUR LE DROIT D'EXPRESSION

GUADELOUPEENS, GUYANAIS
MARTINIQUAIS

POURQUOI VOCA ?

L'Association Fraternité Caraïbe avec sa radio, VOIX CARAIBE (VOCA) s'adresse depuis un an aux Guadeloupéens, Guyanais, Martiniquais et aux autres peuples de la caraïbe vivant à Paris et sa banlieue.

son ambition ?

- rassembler tous les originaires de la caraïbe vivant en France,
- défendre nos intérêts et élever notre prise de conscience par la connaissance de notre histoire, de notre culture,
- développer la solidarité entre tous nos compatriotes,
- combattre le racisme et lutter pour la libération de nos peuples.

LES MANOEUVRES DU POUVOIR

Le pouvoir a nié, dans un premier temps, l'existence de VOIX CARAIBE. Mais contraint par la mobilisation des auditeurs (manifestations et rassemblements, distribution massive de tracts dans Paris et sa banlieue, pétitions signées par des milliers d'auditeurs, gala de soutien, médias), la Haute Autorité de l'Audiotvisuel propose maintenant à VOCA un regroupement avec une prétendue radio antillo-guyanaise. Cette radio, fabriquée de toutes pièces, dirigée et manipulée par le pouvoir dans le but d'encastrer et de contrôler les émigrations antillo-guyanaise, prétend parler pour nous à notre place.

Ce regroupement est inacceptable ! VOCA EXIGE LE DROIT D'EMETTRE VOCA EXIGE LA DÉROGATION

C'est sur cette base qu'une délégation de Fraternité Caraïbe s'est rendue le 7/4/83 à la Haute Autorité de l'Audiotvisuel. Refusant le débat, l'état français n'a pas hésité à faire appel à la force et à la répression.

LE COMBAT DE VOCA

Le combat de VOCA est donc le combat de tous les Guadeloupéens, Guyanais, Martiniquais et de nos frères de la caraïbe, pour le droit à l'expression en toute indépendance. ON VEUT FAIRE TAIRE VOCA ! VOCA ÉTOUFFÉE, CE SERAIT POUR NOUS TOUS, LA LIBERTÉ BAFOUÉE, LE DROIT A LA PAROLE VIOLE !

FACE A CETTE FLAGRANTE DISCRIMINATION, IL NOUS FAUT RIPOSTER !

FRATERNITE CARAIBE ET SA RADIO VOCA LANCENT UN APPEL

A TOUS LES GUADELOUPEENS, GUYANAIS, MARTINIQUAIS

A TOUTES LES ASSOCIATIONS ET ORGANISATIONS ANTILLO-GUYANAISE ET CARAIBEENNES

A TOUS NOS FRERES IMMIGRES ET LEURS ORGANISATIONS, VICTIMES AUSSI DU RACISME ET DES DISCRIMINATIONS

A TOUS LES FRANCAIS QUI REFUSENT DE CAUTIONNER UN POUVOIR BAFOUANT LES LIBERTES ET LE DROIT A LA DIFFERENCE.

MANIFESTEZ

VOTRE SOUTIEN A

«VOIX CARAIBE»

GRAND RASSEMBLEMENT

SAMEDI 7 MAI 1983 A 15 H

PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

GUADELOUPE :

LE GALA DE

COMBAT

OUVRIER

Le Gala de Combat Ouvrier qui a eu lieu le samedi 23 avril dans la salle du Red-Star, à la Jaille a rassemblé plusieurs centaines de personnes. De nombreux travailleurs, hommes et femmes de nombreux sympathisants et amis ont tenu à se rendre à cette manifestation annuelle de Combat Ouvrier.

Dans une ambiance sympathique, tout le monde a pu voir le spectacle, danser ou s'entretenir avec nos camarades près des tables de librairie.

La salle fut hélas trop restreinte pour que tout le monde puisse évoluer plus à l'aise et consommer plus rapidement... Mais déjà se profile le gala 84 (un an ça passe vite !) et nous pensons, avec l'aide de tous remédier à ce petit problème.

En tout cas, à en juger par les dizaines de personnes toujours présentes à 4H passé du matin et qui dansaient au son de l'orchestre de Guy Jacquet, de Zicaque, la plupart des participants ne se sont certainement pas ennuyés. Le gala 83 fut un succès.

L'AUSTERITE

DANS L'ENSEIGNEMENT

Pour la rentrée scolaire 1983, l'administration prévoit pour l'ensemble des collèges du département, la création de 2 postes et demi.

Au lycée de Baimbridge, elle prévoit la création d'un demi poste en sciences naturelles, alors que sur le lycée il manque aussi un poste d'Allemand, et un demi poste en Sciences Économiques et Sociales. Comme le ministère n'a pas prévu la création de ce poste d'allemand dont le besoin se fait sentir, le proviseur a trouvé la solution simple, il propose le transfert d'un poste de Sciences Physiques en Allemand. Le résultat serait alors que les professeurs de Sciences Physiques devraient faire deux heures et demi supplémentaires hebdomadaires. Les professeurs de Sciences Économiques et Sociales auraient 3 heures et demie supplémentaires à effectuer.

Les professeurs de Sciences Physiques

ont protesté.

Suite à cela, le SNES, Syndicat National de l'Enseignement Secondaire, a protesté également. Les enseignants disent que le gouvernement n'a qu'à créer le poste d'Allemand nécessaire, surtout que pour la prochaine rentrée, on prévoit qu'il y aura 200 élèves en plus au lycée de Baimbridge, ce qui rend pires encore les prévisions concernant le fonctionnement des cours.

Le gouvernement prévoit des réformes et les soumet aux personnels des établissements scolaires, seulement, il veut appliquer ces réformes sans aucun moyen supplémentaire en personnel ou en matériel. Le gouvernement veut réaliser ses réformes en prenant sur le personnel déjà en poste, en le faisant travailler plus pour moins de salaire. Et dans ce but, il commence déjà à vouloir imposer des heures supplémentaires pour combler les déficiences en postes.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.

Commission paritaire

N° 51728